



CONTRAT DE GESTION

ENTRE
LA VILLE DE LIÈGE
ET
L'ASSOCIATION
« CENTRE SPORTIF LOCAL
INTÉGRÉ D'ANGLEUR »

PRÉAMBULE

Vu le Code des sociétés et des associations, entré en vigueur le 1^{er} mai 2019, ainsi que l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution dudit Code (ci-après « CSA ») ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (ci-après « CDLD »), notamment les articles L1234-1 et suivants relatifs aux ASBL communales ainsi que les articles L3331-1 et suivants relatifs à l'octroi et contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions ;

Vu les dispositions du Livre IV, de la sixième partie du CDLD, consacrées aux dispositions diverses en matière de gouvernance et de transparence au sein des organismes locaux et supra-locaux ;

Vu le plan de gestion de la Ville de Liège, adopté par le Conseil communal en sa séance du 17 décembre 2014, et ses actualisations, adoptées par le Conseil communal en ses séances du 16 décembre 2015 et du 26 juin 2017, concernant non seulement les services communaux mais aussi les entités consolidées, dont les ASBL communales.

Vu les statuts de l'association « Centre sportif local intégré d'Angleur » ;

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

D'une part,

la Ville de Liège - n° d'entreprise 0207.343.933 - sise place du Marché, 2 à 4000 Liège - représentée par son Collège communal, pour lequel agissent Monsieur Willy DEMEYER, Bourgmestre, et Monsieur Philippe ROUSSELLE, Directeur général, en exécution d'une délibération du Conseil communal du 28 juin 2022 ;

Ci-après dénommée « **la Ville** » ;

Et d'autre part,

l'association « Centre sportif local intégré d'Angleur » - n° d'entreprise 0419.582.804 - sise rue Sous-le-Bois, 2 à 4031 Liège - dont les statuts ont été coordonnés aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 04 juin 2020 et parus aux annexes du Moniteur Belge en date du 22 juillet 2020, dûment représentée conformément à ses statuts par son Président ;

Ci-après dénommée « **l'association** » ;

Ci-ensemble dénommée « **les parties** » ;

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

I) OBLIGATIONS RELATIVES À LA RECONNAISSANCE ET AU MAINTIEN DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE DE L'ASSOCIATION

Article 1^{er}

L'association s'engage, conformément à l'article 1:2 du CSA, à ne chercher, en aucune circonstance, à distribuer ou procurer directement ou indirectement un quelconque avantage patrimonial à ses fondateurs, ses membres, ses administrateurs ni à toute autre personne sauf dans le but désintéressé déterminé par les statuts.

Les statuts de l'association comporteront les mentions exigées par l'article 2:9, §2, 2° et 4° du CSA.

Article 2

L'association s'interdit de poursuivre un but social contrevenant à toute disposition normative impérative ou contrariant l'ordre public, conformément aux dispositions de l'article 9:4, 4° du CSA.

Article 3

L'association s'engage à maintenir son siège social sur le territoire de la Ville de Liège, à veiller à exercer les activités visées par le présent contrat de gestion essentiellement sur le territoire communal et à réserver le bénéfice des moyens, reçus de la Ville, au service des personnes physiques ou morales dont la résidence principale, les activités principales ou le siège social se situent sur le territoire communal.

Article 4

L'association respectera scrupuleusement les prescriptions formulées par le CSA, ainsi que par son arrêté royal d'exécution, spécifiquement en ce qui concerne, d'une part, la teneur, la procédure de modification, le dépôt au greffe et la publicité de ses statuts, et, d'autre part, les exigences en matière de comptabilité et de transparence de la tenue de ses comptes, établies par les articles 3:47 et 2:15 du CSA.

Article 5

L'association s'engage à transmettre au Collège communal (c/o Département de la Gestion financière - Audit financier) une copie libre de l'ensemble des documents dont la publicité lui est imposée par la loi sans délai et, au plus tard, simultanément à leur dépôt au Greffe du Tribunal de l'Entreprise lorsque l'obligation lui en est légalement imposée.

II) NATURE ET ÉTENDUE DES MISSIONS CONFIEES À L'ASSOCIATION

Article 6

Le présent contrat de gestion a pour objet de préciser la(les) mission(s) confiée(s) par la Ville à l'association et de définir précisément les tâches minimales qu'impliquent la(les) mission(s) lui confiée(s).

En conformité avec le programme stratégique transversal communal pour la législature en cours, l'association s'engage à remplir la(les) mission(s) telle(s) qu'elle(s) lui est(sont) confiée(s) et définie(s) par la Ville, à savoir promouvoir la pratique sportive sous toutes ses formes, sans discrimination, ainsi que des pratiques d'éducation à la santé et à l'enseignement par le sport, plus particulièrement sur la zone géographique au cœur de laquelle se trouvent les installations.

C'est ainsi qu'elle mettra en œuvre tous les moyens nécessaires afin de :

1. assumer la gestion et l'exploitation des infrastructures sportives suivantes, à un niveau idéal pour le confort, l'hygiène et la sécurité des utilisateurs ainsi que la pratique sportive des enfants et des plus grands et l'accueil de la population en général :
 - a. hall sportif I sis rue Sous-le-Bois, 2 à 4031 Liège ;
 - b. hall sportif II sis rue d'Ougrée, 71 à 4031 Liège ;
 - c. hall sportif III sis rue des Coudriers, 5 à 4031 Liège ;
 - d. hall sportif IV sis rue des Ecoles, 5 à 4031 Liège ;
 - e. terrain sportif I sis rue Ovide Decroly à 4031 Liège ;
 - f. terrain sportif II sis rue du Vallon à 4031 Liège ;
 - g. terrain sportif III sis rue de l'Hôtel-de-Ville à 4031 Liège ;
2. organiser le conseil des utilisateurs locaux, ayant pouvoir consultatif en matière d'animation et d'élaboration de programmes d'activités des infrastructures sportives susmentionnées ;
3. organiser annuellement une formation relative à l'utilisation d'un défibrillateur externe automatique (DEA) ;
4. organiser, en collaboration avec des clubs sportifs et des acteurs socio-sportifs, des événements/activités sportifs, faisant la réputation de la Ville, à destination de public cible ou de tout public ;
5. développer des événements/activités sportifs, en permettant l'accès à ceux-ci au plus grand nombre, à un prix démocratique et sans discrimination ; l'association œuvrant ainsi au profit de la population en parallèle avec le rôle de « service public » de la Ville ;
6. promouvoir des pratiques d'éducation à la santé par le sport ;
7. promouvoir une pratique sportive ambitieuse et de qualité, sous toutes ses formes et sans discrimination ;
8. promouvoir et faire respecter des valeurs d'éthique sportive et de fairplay, dont le Code d'éthique sportive en vigueur à la Fédération Wallonie-Bruxelles, tant au niveau comportemental qu'au niveau de l'utilisation des infrastructures et équipements, auprès des utilisateurs (dirigeants, entraîneurs, sportifs, etc.) de ceux-ci ;

Dans le cadre de la mise en œuvre des tâches spécifiques susvisées, l'association respectera les dispositions du décret de la Communauté française du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés, tel que modifié ;

9. exécuter les tâches décrites ci-dessus à partir des moyens détaillés au plan financier figurant en annexe 2 du présent contrat de gestion ; lequel devant être optimisé au mieux des intérêts de la Ville et compte tenu de ses impératifs budgétaires et de son Plan de gestion ;
10. assurer les missions susvisées avec les moyens mis à sa disposition par Ville, tels que définis à l'article 11 du présent contrat de gestion; l'équilibre financier devant toujours être assuré ;

11. prendre toutes les mesures de gestion nécessaires pour minimiser les coûts et maximaliser les recettes en se basant notamment sur le Plan de gestion de la Ville ;
12. gérer les infrastructures sportives mises à sa disposition par la Ville, telles que définies à l'article 11, §1, 3° du présent contrat de gestion, en bon père de famille et mettre tout en œuvre pour assurer une utilisation rationnelle de l'énergie ;
13. rembourser à la Ville la partie non-subsidiée de la charge salariale des agents (APE) mis à sa disposition par celle-ci, tels que définis à l'article 11, §1, 2°, a. du présent contrat de gestion.

Les indicateurs d'exécution des tâches énumérées au §3 du présent article sont détaillés en annexe 1 du présent contrat de gestion.

Pour réaliser les tâches susvisées, l'association pourra développer des synergies avec toute personne physique ou morale, du secteur privé ou public, ayant une activité en rapport avec le but en vertu duquel elle a été constituée.

Pour le surplus, elle exerce ses tâches de service public dans la plus parfaite harmonie avec les Services concernés de la Ville.

Article 7

Pour réaliser les missions et tâches définies à l'article 6 du présent contrat de gestion, l'association s'est assignée comme buts de promouvoir la pratique sportive sous toutes ses formes sans discrimination et de promouvoir des pratiques d'éducation à la santé et à l'enseignement par le sport.

Elle administre et gère les infrastructures sportives communales au mieux, ainsi que les intérêts de la commune en concluant avec cette dernière toute convention utile et ce compris pour les installations sportives situées sur la commune et pour lesquelles le Centre sportif détient un droit de jouissance.

Elle assure la coordination de l'ensemble des activités sportives organisées sur le territoire de la commune et plus particulièrement sur le territoire d'Angleur et veille au respect des règles d'hygiène et de sécurité dans les installations dont elle a la gestion.

Article 8

L'association s'engage à réaliser les tâches énumérées à l'article 6 du présent contrat de gestion dans le respect des principes généraux du service public, c'est-à-dire notamment à traiter l'ensemble des utilisateurs et bénéficiaires de ses biens et services avec compréhension et sans aucune discrimination, qu'elle soit fondée, sans que cette énumération soit exhaustive, sur la nationalité, le sexe, les origines sociale ou ethnique, les convictions philosophiques ou religieuses, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

Article 9

L'association s'engage, dans l'exercice de ses activités, à ne pas compromettre la tranquillité publique et le repos des habitants de la Ville de Liège ainsi qu'à prendre toute mesure nécessaire au maintien de cette tranquillité publique.

Article 10

L'association s'engage à appliquer les tarifs d'occupation suivants, sur toute la durée du présent contrat de gestion :

	<i>Hall 1</i>	<i>Hall 2</i>	<i>Hall 3</i>	<i>Hall 4</i>	<i>Salle polyvalente</i>
<i>Club extérieur</i>	14,80 EUR (quatorze euros quatre-vingt cents)	14,80 EUR (quatorze euros quatre-vingt cents)	13,70 EUR (treize euros septante cents)	8,10 EUR (huit euros dix cents)	8,10 EUR (huit euros dix cents)
<i>Club extérieur ponctuel</i>	20,70 EUR (vingt euros septante cents)	20,70 EUR (vingt euros septante cents)	18,00 EUR (dix-huit euros)	10,80 EUR (dix euros quatre-vingt-cents)	10,80 EUR (dix euros quatre-vingt-cents)
<i>Club membre</i>	5,10 EUR (cinq euros dix cents)	5,10 EUR (cinq euros dix cents)	5,10 EUR (cinq euros dix cents)	5,10 EUR (cinq euros dix cents)	5,10 EUR (cinq euros dix cents)
<i>Ecole</i>	16,70 EUR (seize euros septante cents)	16,70 EUR (seize euros septante cents)	12,00 EUR (douze euros)	9,70 EUR (neuf euros septante cents)	9,70 EUR (neuf euros septante cents)
<i>Mini-foot</i>	19,35 EUR (dix-neuf euros trente-cinq cents)	19,35 EUR (dix-neuf euros trente-cinq cents)	-	-	-
<i>Ville de Liège</i>	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit

* Tarifs à l'heure, accès aux vestiaires et à la salle compris, auxquels s'ajoutent la souscription à une assurance RC exploitation.

Les autres tarifs, s'il échet, seront, quant à eux, fixés au cas par cas en fonction des spécificités de chaque demande.

Toute indexation des tarifs prévus au présent article fera l'objet d'une décision de l'Organe d'administration de l'association.

III) ENGAGEMENTS DE LA VILLE EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION

Article 11

Pour permettre à l'association de remplir les tâches énumérées à l'article 6 du présent contrat de gestion, et sans préjudice de l'utilisation par celle-ci d'autres moyens dont elle pourrait bénéficier, la Ville s'engage, sous réserve de l'accord de l'autorité communale compétente, à :

1. verser à l'association une subvention de fonctionnement de 90.532,00 EUR (nonante mille cinq cent trente-deux euros) indexable annuellement dans les limites établies par le Plan de gestion de la Ville ;
2. mettre à disposition de l'association :
 - a. les agents suivants, avec remboursement de la partie non subsidiée de la charge salariale :
 - i. deux ouvriers manœuvre lourd ETP ;

- ii. un technicien de surface ETP ;
 - iii. un agent administratif à mi-temps ;
- b. deux agents ETP à titre gratuit ;
3. mettre gratuitement à disposition de l'association les infrastructures sportives suivantes :
 - a. hall sportif I sis rue Sous-le-Bois, 2 à 4031 Liège ;
 - b. hall sportif II sis rue d'Ougrée, 71 à 4031 Liège ;
 - c. hall sportif III sis rue des Coudriers, 5 à 4031 Liège ;
 - d. hall sportif IV sis rue des Ecoles, 5 à 4031 Liège ;
 - e. terrain sportif I sis rue Ovide Decroly à 4031 Liège ;
 - f. terrain sportif II sis rue du Vallon à 4031 Liège ;
 - g. terrain sportif III sis rue de l'Hôtel-de-Ville à 4031 Liège ;
4. prendre en charge les frais d'énergies (eau, chauffage et électricité) des infrastructures sportives mises à disposition ; les frais de téléphone, d'entretien, de surveillance, de maintenance et d'aménagement de celles-ci restant à charge de l'association ;
5. prendre en charge les frais de nettoyage des terrains sportifs mis à disposition ainsi que de leurs abords.

Des subventions complémentaires pour missions particulières pourront être envisagées **uniquement** sur base de conventions à conclure ponctuellement entre la Ville et l'association.

Le cas échéant, les décisions d'octroi du Conseil/Collège communal préciseront les modalités particulières applicables aux subventions susvisées.

IV) DURÉE DU CONTRAT DE GESTION

Article 12

Le présent contrat de gestion est conclu pour une durée de trois ans, entrant en vigueur au jour de sa signature par les parties contractantes.

Il pourra être renouvelé par tacite reconduction pour une seconde durée de trois ans.

V) OBLIGATIONS LIÉES À L'ORGANISATION INTERNE DE L'ASSOCIATION

Article 13

Les statuts de l'association doivent prévoir que tout membre du Conseil communal, exerçant, à ce titre, un mandat au sein de l'association, est réputé de plein droit démissionnaire :

- dès l'instant où il cesse de faire partie de ce Conseil communal ;
- dès l'instant où il ne fait plus partie du groupe politique sur lequel il a été élu de par sa volonté ou suite à son exclusion.

En tout état de cause, la qualité de représentant de la Ville se perd lorsque la personne concernée ne dispose plus de la qualité en vertu de laquelle elle était habilitée à la représenter.

Le Conseil communal nomme les représentants de la Ville à l'Assemblée générale. Il peut retirer ces mandats.

L'Assemblée générale de l'association doit désigner, pour ce qui concerne les mandats réservés à la Ville, ses administrateurs parmi les représentants de la Ville proposés par le Conseil communal. Les administrateurs représentant la Ville sont de sexe différent. Leur nombre ne peut dépasser un cinquième du nombre de conseillers communaux.

La représentation proportionnelle des tendances idéologiques et philosophiques doit être respectée dans la composition des organes de gestion de l'association. Ainsi, les délégués à l'Assemblée générale sont désignés à la proportionnelle du Conseil communal conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral. De même, les administrateurs représentant la Ville sont désignés à la proportionnelle du Conseil communal conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, sans prise en compte du(des) groupe(s) politique(s) qui ne respectera(en)t pas les principes démocratiques énoncés, notamment par la convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale.

Tous les mandats dans les différents organes de l'association prennent immédiatement fin après la première Assemblée générale qui suit le renouvellement des conseils communaux.

Article 14

L'association est tenue d'informer la Ville en cas de modification de son siège social. Cette communication sera effectuée de manière officielle, par l'envoi d'un courrier recommandé, adressé au Collège communal (c/o Département de la Gestion financière - Audit financier) par l'organe compétent de l'association.

Article 15

L'association est tenue d'informer la Ville de toutes les démarches qui seraient engagées afin de dissoudre volontairement l'association, ou de toute action judiciaire intentée dans le but d'obtenir une annulation ou une dissolution judiciaire de l'association. Cette communication sera effectuée de manière officielle, par l'envoi d'un courrier recommandé, adressé au Collège communal (c/o Département de la Gestion financière - Audit financier) par l'organe compétent de l'association, dans les plus brefs délais, pour que la Ville puisse faire valoir ses droits, soit en sa qualité de membre, soit en sa qualité de tiers intéressé.

L'association s'engage également à prévenir la Ville dans tous les cas où une action en justice impliquerait la comparution de l'association devant les tribunaux de l'ordre judiciaire ou devant les juridictions administratives, tant en tant que demandeur qu'en tant que défendeur ou en tant qu'intervenant, dans les mêmes conditions que prévues au §1^{er} du présent article.

Article 16

La Ville se réserve le droit de saisir le Tribunal matériellement et territorialement compétent d'une demande de dissolution judiciaire de l'association, si celle-ci :

1. est hors d'état de remplir les engagements qu'elle a contractés ;
2. affecte son patrimoine ou les revenus de celui-ci à un but autre que ceux en vue desquels elle a été constituée ;
3. contrevient gravement à ses statuts, à la loi ou à l'ordre public ;
4. met en péril les missions légales de la Ville ;

5. est restée en défaut de satisfaire à l'obligation de déposer ses comptes annuels conformément à l'article 2:9, §1^{er}, 8^o du CSA, pour trois exercices sociaux consécutifs, et ce, à l'expiration d'un délai de treize mois suivant la date de clôture du dernier exercice comptable ;
6. ne comporte plus au moins deux membres.

La Ville pourra limiter son droit d'action à une demande d'annulation de l'acte incriminé.

Article 17

Dans l'hypothèse où serait prononcée une dissolution volontaire ou judiciaire de l'association, celle-ci veillera à communiquer, sans délai, à la Ville, l'identité des liquidateurs désignés.

Le rapport fourni par les liquidateurs sera transmis au Collège communal (c/o Département de la Gestion financière - Audit financier).

Article 18

Il sera communiqué, dans un délai de cinq jours maximum à compter de leur réception par l'association, une copie à l'attention du Collège communal (c/o Département de la Gestion financière - Audit financier) des décisions judiciaires ou administratives visées à l'article 15, §2 du présent contrat de gestion afin que la Ville puisse, le cas échéant, agir judiciairement ou non dans le respect de l'intérêt communal.

Article 19

L'ordre du jour, joint à la convocation des membres à la réunion de toute assemblée générale, devra nécessairement être communiqué à la Ville.

Un courrier attirant l'attention de la Ville sera joint à l'ordre du jour lorsque l'assemblée générale se réunit en vue de procéder à :

- une modification statutaire de l'association ;
- une nomination ou une révocation d'administrateurs ;
- une nomination ou une révocation de commissaires ;
- l'exclusion d'un membre ;
- un changement du but social qu'elle poursuit ;
- un transfert de son siège social ;
- la volonté de transformer l'association en société coopérative agréée en tant qu'entreprise sociale ou en société coopérative agréée à finalité sociale.

Ces communications seront concomitantes à la convocation envoyée aux membres effectifs de l'association, soit 15 jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale.

Conformément au prescrit de l'article 5 du présent contrat de gestion, il sera tenu copie à la Ville de l'ensemble des actes de nomination des administrateurs, des commissaires, des vérificateurs aux comptes, des personnes déléguées à la gestion journalière et des personnes habilitées à représenter l'association, comportant l'étendue de leurs pouvoirs et la manière de les exercer, dans le respect de l'article 2:9, §1^{er}, alinéa 2 du CSA.

Article 20

Par application des articles 3:103 et 9:3, §1^{er} du CSA, la Ville aura le droit, en sa qualité de membre de l'association, de consulter, au siège de celle-ci, les documents et pièces énumérés

aux articles précités du CSA, en adressant une demande écrite à l'Organe d'administration avec lequel elle conviendra d'une date et d'une heure auxquelles le représentant qu'elle désignera accèdera à la consultation desdits documents et pièces. Ceux-ci ne pourront être déplacés.

Article 21

L'association tiendra une comptabilité adéquate telle qu'imposée par l'article 3:47 du CSA.

La Ville, en sa qualité de pouvoir subsidiant, pourra toutefois lui imposer la tenue d'une comptabilité conforme aux dispositions Livre III du Code de droit économique, en vertu de la teneur de l'article 3:47, §5, 1^o qui dispose que le §1^o, alinéa 3 et les §§ 2 à 3 ne sont pas applicables aux associations soumises, en raison de la nature des activités qu'elles exercent à titre principal, à des règles particulières, résultant d'une législation ou d'une réglementation publique, relatives à la tenue de leur comptabilité et à leurs comptes annuels, pour autant qu'elles soient au moins équivalentes à celles prévues en vertu de ce Code.

Article 22

L'association publie sur son site internet ou tient à la disposition des citoyens, à son siège social, les informations suivantes :

1. une présentation synthétique de la raison d'être de l'association et de sa mission ;
2. la liste de la ou des villes/communes associées et autres associés et la liste de ses organes ;
3. le nom des membres de ces organes et s'ils représentent la ville/commune ou un autre organisme public ;
4. l'organigramme de l'association et l'identité de son directeur général ou du titulaire de la fonction dirigeante locale ;
5. les participations détenues dans d'autres structures ou organismes ;
6. le pourcentage de participation annuelle, en tenant compte des absences justifiées, aux réunions des organes de gestion ;
7. les barèmes applicables aux rémunérations des fonctions dirigeantes et des mandataires ;
8. les procès-verbaux de l'assemblée générale sauf lorsqu'il s'agit de question de personnes, de points de l'ordre du jour qui contreviendraient au respect de la vie privée, des points à caractère stratégique couvrant notamment le secret d'affaires, des positionnements économiques qui pourraient nuire à la compétitivité de l'organisme dans la réalisation de son objet social.

VI) DROITS ET DEVOIRS DES CONSEILLERS COMMUNAUX

Article 23

Tout conseiller communal peut consulter les budgets, comptes et délibérations des organes de gestion et de contrôle de l'association au siège de celle-ci, sans déplacement ni copie des registres. Pour ce faire, le conseiller communal devra adresser préalablement au Président de l'Organe d'administration une demande écrite, précisant les documents pour lesquels un accès est sollicité. Les parties conviennent alors d'une date de consultation des documents demandés ; cette date étant fixée dans le mois de la réception de la demande.

Sauf lorsqu'il s'agit de question de personne, de points de l'ordre du jour qui contreviendraient au respect de la vie privée, des points à caractère stratégique couvrant notamment le secret d'affaires, des positions économiques qui pourraient nuire à la compétitivité de l'organisme dans la réalisation de son objet social, les procès-verbaux détaillés et ordres du jour complétés par le rapport sur le vote des membres et tous les documents auxquels les procès-verbaux et ordres du jour renvoient peuvent être consultés soit par voie électronique, soit au siège de l'association par les conseillers communaux.

Article 24

Tout conseiller communal, justifiant d'un intérêt légitime, peut visiter les bâtiments et services de l'association après avoir adressé une demande écrite préalable au Président de l'Organe d'administration qui lui fixe un rendez-vous pour la visite dans le trimestre qui suit. Le Président de l'Organe d'administration peut décider de regrouper les visites demandées par les conseillers.

Article 25

Les informations obtenues par les conseillers communaux en application des articles 23 et 24 du présent contrat de gestion ne peuvent être utilisées que dans le cadre de l'exercice de leur mandat.

Sont exclus du bénéfice des droits de consultation et de visite visés aux articles 23 et 24 susvisés les conseillers communaux élus sur des listes de parti qui ne respectent pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale.

Article 26

Tout conseiller qui a exercé les droits visés aux articles 23 et 24 du présent contrat de gestion peut faire un rapport écrit au Collège communal qui en avise le Conseil communal.

VII) ÉVALUATION DE LA RÉALISATION DES MISSIONS ET CONTRÔLE DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Article 27

L'association s'engage à utiliser la(les) subvention(s) lui accordée(s) par la Ville aux fins pour lesquelles elle(s) a(ont) été octroyée(s), à justifier de son(leur) emploi et, le cas échéant, à respecter les conditions d'utilisation particulières fixées.

L'association sera tenue de restituer ladite(lesdites) subvention(s) dans toutes les hypothèses visées par l'article L3331-8, §1^{er}, alinéa 1 du CDLD.

Il sera sursis à tout octroi de subvention aussi longtemps que l'association doit restituer une(des) subvention(s) précédemment reçue(s), en vertu de l'article L3331-8, §1^{er}, alinéa 1 du CDLD, conformément à l'article L3331-5 du CDLD.

Article 28

Chaque année, au plus tard pour le 30 juin, l'association transmet au Collège communal (c/o Département de la Gestion financière - Audit financier), sur base des indicateurs détaillés en annexe 1 au présent contrat de gestion, un récapitulatif des actions menées au cours de l'exercice précédent ainsi que les perspectives d'actions pour l'exercice suivant (ou rapport annuel d'exécution).

Elle y joint ses bilan, compte de résultats, rapport de gestion et de situation financière pour l'exercice précédent, son projet de budget pour l'exercice à venir s'il est disponible ou, à défaut, une prévision d'actions, ainsi que les justificatifs d'emploi des subventions tels que prévus à l'article L3331-4, §2, alinéa 1^{er}, 6^o du CDLD, ou dans la décision d'octroi du Conseil/Collège communal qui y est relative.

Si l'association tient une comptabilité simplifiée, elle devra à tout le moins fournir ses comptes de recettes et de dépenses et sa situation de trésorerie, via la production du modèle de journal normalisé établi à l'annexe 2 de l'arrêté royal du 21 octobre 2018 portant exécution des articles III.82 à III.95 du Code de droit Économique, ainsi que l'état de son patrimoine et les droits et engagements.

Article 29

Sur base des documents transmis par l'association conformément aux dispositions de l'article 28 du présent contrat de gestion et sur base des indicateurs d'exécution de tâches tels que transcrits à l'annexe 1 audit contrat de gestion, le Collège communal établit un rapport d'évaluation sur les actions menées par l'association et inscrit le point à l'ordre du jour du Conseil communal afin qu'il puisse être débattu dans le cadre du débat budgétaire annuel.

En cas de transmission hors délai non justifiée des documents précités ou de non-respect des dispositions des articles 5, 14 et 19 du présent contrat de gestion, l'évaluation sera de facto négative.

Le rapport d'évaluation du Collège communal est transmis pour information à l'association qui peut éventuellement déposer une note d'observation à l'intention du Conseil communal.

En cas de projet d'évaluation négatif établi par le Collège communal, l'association est invitée à se faire représenter lors de l'examen du projet par le Conseil communal.

Le rapport d'évaluation adopté par le Conseil communal est notifié à l'association.

Celle-ci est tenue de procéder à un archivage régulier de l'ensemble des pièces afférentes aux avis et contrôles ci-dessus désignés, en relation avec le présent contrat de gestion. Ledit contrat de gestion, ses annexes éventuelles et les rapports d'évaluation annuels devront être archivés pendant cinq ans au siège social de l'association.

Article 30

A l'occasion des débats menés au sein du Conseil communal conformément à l'article 29 du présent contrat de gestion, la Ville et l'association peuvent décider, de commun accord d'adapter les tâches et/ou les moyens octroyés tels que visés aux articles 6 et 11 du présent

contrat de gestion. Ces adaptations ne valent que pour le temps restant à courir jusqu'au terme du présent contrat de gestion.

Article 31

A la dernière année du présent contrat de gestion, le rapport d'évaluation est transmis à l'association, s'il échet avec un nouveau projet de contrat de gestion.

VIII) DISPOSITIONS FINALES

Article 32

Les parties s'engagent à exécuter de bonne foi leurs engagements avec un souci de collaboration et de solidarité dans l'accomplissement des obligations découlant du présent contrat de gestion.

En cas de survenance d'un élément indépendant à la volonté des parties, le présent contrat de gestion pourra faire l'objet d'un avenant préalablement négocié et contresigné par les cocontractants modifiant l'une ou l'autre des présentes dispositions.

Article 33

Le présent contrat de gestion est conclu sans préjudice des obligations découlant, tant pour la Ville que pour l'association, de l'application des lois et règlements en vigueur et, notamment, du Titre III du Livre III de la Troisième partie du CDLD.

Article 34

Le présent contrat de gestion s'applique sans préjudice des relations juridiques existant entre la Ville et l'association au moment de sa conclusion et n'altère en rien les conventions préexistantes entre ces deux entités.

Article 35

Dans le cadre de leur relation, les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) ainsi que la Loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Elles prennent toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant d'assurer le respect des principes et droits en la matière, en ce compris la sécurité et la confidentialité des données personnelles mises en leur possession ou traitées par elles.

Les parties s'engagent à ne collecter et traiter que les données personnelles strictement nécessaires pour la bonne exécution du présent contrat de gestion.

Les données personnelles auxquelles les parties ont accès dans le cadre du présent contrat de gestion ne pourront être utilisées dans un autre cadre que celui annoncé. Elles ne seront en aucun cas utilisées à des fins commerciales, utilisées à des fins de prospection ou communiquées à des tiers en dehors des cas autorisés et nécessités par ledit contrat, des cas

prévus par la loi ou des cas où la personne concernée a explicitement donné son consentement.

Ces données ne seront en outre pas conservées plus longtemps que nécessaire par les parties et leurs sous-traitants éventuels.

Les parties s'engagent à collaborer pour garantir aux personnes concernées le plein et entier respect de leurs droits en matière de protection des données. Les parties garantissent en outre le respect de la présente disposition par leur personnel et sous-traitants éventuels.

Dans le cas où un traitement de données à caractère personnel autre que le traitement de données de contact professionnel serait projeté, les parties s'engagent à conclure une convention spécifique à ce sujet.

Article 36

Le présent contrat de gestion entre en vigueur au jour de sa signature par les parties contractantes.

La Ville se réserve le droit d'y mettre un terme au cas où les conditions qui avaient présidé à sa conclusion ne s'avèreraient plus remplies. Le cas échéant, la décision sera portée à la connaissance de l'association, par pli recommandé, au moins trois mois avant la date d'anniversaire de l'entrée en vigueur dudit contrat de gestion.

Le premier rapport annuel d'exécution du contrat de gestion, concernant l'exercice 2023, devra être réalisé et transmis au Collège communal (c/o Département de la Gestion financière - Audit financier) au plus tard en date du 30 juin 2024. Le premier rapport d'évaluation du Collège communal sera débattu au Conseil communal avant le 1^{er} décembre 2024.

Article 37

La Ville a la faculté de mettre fin, sans indemnité, au présent contrat de gestion dans les cas suivants :

1. si l'association manque gravement à ses obligations ou si les rapports qu'elle produit sont entachés d'erreurs qui les rendent inutilisables ;
2. si des irrégularités de gestion sont constatées dans le chef de l'association ;
3. si elle vient à cesser les missions lui confiées par la Ville en vertu du contrat de gestion ;
4. si elle ne se trouve pas en mesure d'accomplir les tâches prévues par celui-ci.

Ces manquements sont constatés par la Ville et communiqués immédiatement à l'association par lettre recommandée.

L'association peut faire valoir ses moyens de défense également par lettre recommandée adressée à la Ville dans les quinze jours de calendrier suivant le jour déterminé par la date postale de transmission. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

Article 38

Pour l'exécution du présent contrat de gestion, les parties font élection de domicile au siège de la Ville, soit place du Marché, 2 à 4000 Liège.

Article 39

Le présent contrat de gestion est publié par voie d'affichage.

Article 40

La Ville charge le Collège communal des missions d'exécution du présent contrat de gestion.

Par ailleurs, toute correspondance y relative et lui communiquée devra être ensuite adressée à l'adresse suivante :

Collège communal de la Ville Liège (c/o Département de la Gestion financière - Audit financier)

Féronstrée, 86 (4^{ème} étage)

4000 Liège

Fait à Liège, en double exemplaire, le **19 AOUT 2022**
Chaque partie reconnaît avoir reçu le sien.

Pour la Ville de Liège

**Pour l'association
« Centre sportif local
intégré d'Angleur »**

Le Directeur général,

Le Bourgmestre,

Le Président,

Philippe ROUSSELLE.

Willy DEMEYER.

Jean-Géry GODEAUX.

ANNEXES
AU
CONTRAT DE GESTION

ANNEXE I

Indicateurs des tâches confiées

Annexe I au contrat de gestion entre la Ville de Liège et l'association
« Centre sportif local intégré d'Angleur »

INDICATEURS D'EXÉCUTION DES TÂCHES

Pour chacune des tâches confiées à l'association en vertu de l'article 6 du présent contrat de gestion, identifier des mesures appliquées à ces tâches, c'est-à-dire des indicateurs :

Tâche 1 : Assumer la gestion et l'exploitation des infrastructures sportives suivantes, à un niveau idéal pour le confort, l'hygiène et la sécurité des utilisateurs ainsi que la pratique sportive des enfants et des plus grands et l'accueil de la population en général :

- a. hall sportif I sis rue Sous-le-Bois, 2 à 4031 Liège ;*
- b. hall sportif II sis rue d'Ougrée, 71 à 4031 Liège ;*
- c. hall sportif III sis rue des Coudriers, 5 à 4031 Liège ;*
- d. hall sportif IV sis rue des Ecoles, 5 à 4031 Liège ;*
- e. terrain sportif I sis rue Ovide Decroly à 4031 Liège ;*
- f. terrain sportif II sis rue du Vallon à 4031 Liège ;*
- g. terrain sportif III sis rue de l'Hôtel-de-Ville à 4031 Liège.*

Indicateurs

- Statistiques d'occupation des infrastructures sportives (utilisateurs, fréquences d'utilisation, tarifs appliqués, disciplines sportives, entraînements, rencontres, etc.)
- Coûts d'entretien, de surveillance et de maintenance des infrastructures sportives
- Aménagements réalisés (acquisitions de matériel comprises) ainsi que coût de ceux-ci et motif (dégradation, amélioration, remplacement, etc.)
- Dépenses affectées à la cafeteria du hall sportif I et recettes y afférentes

Tâche 2 : Organiser le conseil des utilisateurs locaux, ayant pouvoir consultatif en matière d'animation et d'élaboration de programmes d'activités des infrastructures sportives susmentionnées.

Indicateurs

- Nombre de réunions tenues, liste des membres présents et transmission des rapports y relatifs à l'autorité compétente
- Retombées desdites réunions sur les animations et programmes d'activités des infrastructures sportives

Tâche 3 : Organiser annuellement une formation relative à l'utilisation d'un défibrillateur externe automatique (DEA).

Indicateurs

- Date, lieu et nombre de participants
- Atteinte de l'objectif de prévention de la formation

Tâche 4 : Organiser, en collaboration avec des clubs sportifs et des acteurs socio-sportifs, des événements/activités sportifs, faisant la réputation de la Ville, à destination de public cible ou de tout public.

Indicateurs

- Nombre d'événements/activités organisés, avec un minimum de 1
- Types de partenaire (club sportif, acteur socio-sportif, etc.)
- Public cible - si public particulier - ou tout public
- Retombées de ces événements/activités (fréquentation, réputation de la Ville, etc.)

Tâche 5 : Développer des événements/activités sportifs, en permettant l'accès à ceux-ci au plus grand nombre, à un prix démocratique et sans discrimination ; l'association œuvrant ainsi au profit de la population en parallèle avec le rôle de « service public » de la Ville.

Indicateurs

- Nombre d'événements/activités développés, avec un minimum de 1
- Nombre moyen de participants par événement/activité
- Retombées en termes de « rôle de "service public" »

Tâche 6 : Promouvoir des pratiques d'éducation à la santé par le sport.

Indicateurs

- Types de promotion mise en place, avec un minimum de 1
- Public ciblé par chaque type
- Retombées de ces promotions pour l'association (inscriptions à des activités sportives, etc.)

Tâche 7 : Promouvoir une pratique sportive ambitieuse et de qualité, sous toutes ses formes et sans discrimination.

Indicateurs

- Types de promotion mise en place, avec un minimum de 1
- Public ciblé par chaque type
- Retombées de ces promotions (développement et qualité de la pratique sportive, etc.)

Tâche 8 : Promouvoir et faire respecter des valeurs d'éthique sportive et de fairplay, dont le Code d'éthique sportive en vigueur à la Fédération Wallonie-Bruxelles, tant au niveau comportemental qu'au niveau de l'utilisation des infrastructures et équipements, auprès des utilisateurs (dirigeants, entraîneurs, sportifs, etc.) de ceux-ci.

Indicateurs

- Nombre d'actions mises en place, avec un minimum de 1, et descriptif de celles-ci
- Retombée de ces actions en termes de respect des valeurs d'éthiques, de fairplay et de respect des infrastructures, notamment au niveau du coût de la maintenance et du remplacement de celles-ci, du comportement des utilisateurs, etc.
- Intégration du Code d'éthique sportive dans le règlement d'ordre intérieur et communication de celui-ci auprès des utilisateurs

Tâche 9 : Exécuter les tâches décrites ci-dessus à partir des moyens détaillés au plan financier figurant en annexe 2 du présent contrat de gestion ; lequel devant être optimisé au mieux des intérêts de la Ville et compte tenu de ses impératifs budgétaires et de son Plan de gestion.

Indicateurs

- Respect du plan financier
- Identification des dépassements audit plan financier et des mesures prises en contrepartie

Tâche 10 : Assurer les missions susvisées avec les moyens mis à sa disposition par Ville, tels que définis à l'article 11 du présent contrat de gestion; l'équilibre financier devant toujours être assuré.

Indicateurs

- Résultat minimum de l'exercice : 0.00 EUR (avec utilisation possible des réserves de trésorerie)
- Evolution du résultat entre deux exercices
- Statu Quo des moyens mis à disposition - Détail des moyens supplémentaires accordés, s'il échet

Tâche 11 : Prendre toutes les mesures de gestion nécessaires pour minimiser les coûts et maximaliser les recettes en se basant notamment sur le Plan de gestion de la Ville.

Indicateurs

- Evolution des dépenses et des recettes entre deux exercices
- Identification des postes en dépassement et des mesures prises en contrepartie

Tâche 12 : Gérer les infrastructures sportives mises à sa disposition par la Ville, telles que définies à l'article 11, §1, 3° du présent contrat de gestion, en bon père de famille et mettre tout en œuvre pour assurer une utilisation rationnelle de l'énergie.

Indicateurs

- Etat des infrastructures sportives : Amélioration, dégradation, identification des travaux à réaliser s'il échet, etc.
- Evolution du coût des énergies en fonction des facteurs météorologiques

Tâche 13 : Rembourser à la Ville la partie non-subsidiée de la charge salariale des agents (APE) mis à sa disposition par celle-ci, tels que définis à l'article 11, §1, 2°, a. du présent contrat de gestion.

Indicateurs

- Montant annuel remboursé, évolution entre deux exercices et délais de remboursement
- Remboursement moyen par agent

ANNEXE II

Projections financières de l'association

PROJECTION BUDGETAIRE 2022 à 2025

	Indexation de l'an n			
	2022	2023	2024	2025
I. Ventes et prestations	224.613,54	218.173,88	220.860,50	223.584,71
A. Chiffre d'affaires	0,00	0,00	0,00	0,00
700000 VENTES ET PRESTATIONS SERVICES	0,00	0,00	0,00	0,00
B. Var. des en-cours de fabric., des PE et des commandes en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00
C. Production d'immobilisée	0,00	0,00	0,00	0,00
D. Autres produits d'exploitation	224.613,54	218.173,88	220.860,50	223.584,71
740010 SUBSIDES SALLE DE LILGE	90.832,00	91.487,32	92.351,69	93.275,21
740011 SUBSIDES SALLE DE LILGE COVID	3.276,14	0,00	0,00	0,00
740025 APPEL A PROJET	2.100,00	0,00	0,00	0,00
740250 REGULARISATION EX ANTERIORS	0,00	0,00	0,00	0,00
744000 LOYER CAFE-TERRA	17.877,54	18.056,32	18.236,88	18.419,25
744010 RISTORANTEMBIA	204,83	528,90	534,19	539,53
746000 OCCUPATION SALLE HALL 1	23.594,00	25.000,00	25.250,00	25.502,50
746005 OCCUPATION SALLE HALL 2	20.577,87	25.000,00	25.250,00	25.502,50
746010 OCCUPATION SALLE HALL 3	0,00	0,00	0,00	0,00
746015 OCCUPATION SALLE HALL 4	0,00	0,00	0,00	0,00
746025 PROJET DE QUARTIER	1.000,00	1.000,00	1.000,00	1.000,00
746115 RECUPERATION CASA	0,00	0,00	0,00	0,00
746351 RECUPERATION DUPLICATION	2.661,33	2.687,94	2.714,82	2.741,97
746355 RECUPERATION EN JPE	1.050,60	1.050,00	1.050,00	1.050,00
746400 RECUPERATION ATN EMPLOYE	216,00	216,00	216,00	216,00
749000 FACONERATION PREC PROFESS	214,50	216,65	218,81	221,00
749100 QUOTE PART AVANTAGE SOCIAL	255,41	257,96	260,54	263,15
740020 INTERVENTION CSE DANS SALAIRE DIRECTION	51.708,62	52.742,79	53.797,65	54.873,60
E. Produits d'exploitation non-récurrents	0,00	0,00	0,00	0,00
II. Coût des ventes et prestations	220.222,55	224.237,80	225.872,57	228.161,67
A. Approvisionnements et marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
B. Services et biens divers	48.986,38	51.294,46	51.204,80	51.619,25
610000 PRODUITS DE QUARTIER	5.000,00	5.000,00	5.000,00	5.000,00
610010 STAGES	1.000,00	1.010,00	1.020,10	1.030,30
610100 FRAIS DE FORMATION	1.000,00	1.010,00	1.020,10	1.030,30
611125 ENTRETIENS TERRAIN EXTERIEUR	1.000,00	1.010,00	1.020,10	1.030,30
611150 VETEMENTS DE TRAVAIL	1.000,00	1.010,00	1.020,10	1.030,30
611600 ENTRETIENS BATIMENTS	700,00	707,00	714,07	721,21
611605 ENTRETIENS BATIMENT HALL 1	700,00	707,00	714,07	721,21
611610 ENTRETIENS BATIMENT HALL 2	300,00	303,00	306,03	309,09
611615 ENTRETIENS BATIMENT HALL 3	300,00	303,00	306,03	309,09
611700 ENTRETIENS MATERIEL HALL 1	700,00	707,00	714,07	721,21
611705 ENTRETIENS MATERIEL HALL 2	700,00	707,00	714,07	721,21
611710 ENTRETIENS MATERIEL HALL 3	300,00	303,00	306,03	309,09
611715 ENTRETIENS MATERIEL HALL 4	300,00	303,00	306,03	309,09
611800 ENTRETIENS MAT SPORT HALL 1	700,00	707,00	714,07	721,21
611805 ENTRETIENS MAT SPORT HALL 2	700,00	707,00	714,07	721,21
611810 ENTRETIENS MAT SPORT HALL 3	300,00	303,00	306,03	309,09
611815 ENTRETIENS MAT SPORT HALL 4	300,00	303,00	306,03	309,09
612000 FOURNITURES DE BIEN ET	1.500,00	1.515,00	1.530,15	1.545,45
612001 SUIV INTERNET	1.405,86	1.419,92	1.434,12	1.448,46
612002 FRAIS DE PUBLICATION	2.635,24	2.661,59	2.688,21	2.715,09
612005 GRAPHISME	500,00	505,00	510,05	515,15
612300 PRODUITS D'ENTRETIEN HALL 1	1.600,00	2.500,00	2.500,00	2.500,00
612305 PRODUITS D'ENTRETIEN HALL 2	1.600,00	1.616,00	1.632,16	1.648,48
612310 PRODUITS D'ENTRETIEN HALL 3	200,00	500,00	505,00	510,05
612311 PRODUITS D'ENTRETIEN HALL 4	200,00	500,00	505,00	510,05
613200 FRAIS DE GESTION	2.903,46	2.932,49	2.961,82	2.991,44
613265 PRESTATIONS SODENHO	721,57	728,79	736,07	743,43
613300 SECURITAIRE SOCIAL	907,57	916,65	925,81	935,07
613305 PRESTATIONS AVOCATS	1.040,78	1.500,00	1.000,00	1.000,00
613310 PRESTATION INFORMATIQUE	1.552,32	1.567,84	1.583,52	1.599,36
613320 REPROBLE	100,00	53,00	53,53	54,07
613350 PRESENTATION TECHNIQUE	2.611,20	2.637,31	2.663,69	2.690,32

614000	ASS INCENDIE	1 069,77	1 080,47	1 091,27	1 102,19
614010	ASS MAT ELECTRONIQUE	68,10	68,78	69,47	70,16
614015	ASS GSM	129,88	131,18	132,49	133,82
614020	ASS TOUTS RISQUES	197,38	197,38	197,38	197,38
614030	ASS PROT JURIDIQUE	501,00	506,01	511,07	516,18
614040	ASS RC ADMINISTRATEURS	327,75	327,75	327,75	327,75
614050	ASS CORP MAND SOCIALUX	309,72	309,72	309,72	309,72
614060	ASS COLU BENEVOLES	150,00	150,00	150,00	150,00
614110	ASS GROUPE	6 078,60	6 139,30	6 200,78	6 262,79
614600	ASS RC	551,48	556,99	562,56	568,19
614605	ASS SPORT	1 002,66	1 012,69	1 022,81	1 033,04
616000	FRAIS POSTAUX	180,00	181,80	183,62	185,45
616200	TELEPHONE	2 530,99	2 556,21	2 581,77	2 607,59
616300	PUBLICITEONS LEGALES	134,00	135,34	136,69	138,06
616500	FRAIS DE DEPLACEMENTS	600,00	606,00	612,06	618,18
616550	COTISATIONS	275,00	275,00	275,00	275,00
616590	FRAIS DE REPRESENTATION	402,14	406,16	410,22	414,33
617010	CONTRAT BIENVOLAI	0,00	0,00	0,00	0,00
617020	CONTRAT RPI	0,00	0,00	0,00	0,00
C. Rémunérations, charges sociales et pension		166.336,00	167.997,21	169.675,01	171.502,77
620200	RIM - EMPLOYES	84.095,64	84.936,60	85.785,96	86.643,82
620201	ATN GSM	216,00	216,00	216,00	216,00
620210	RIMUNERATIONS ETUDIANTS	0,00	0,00	0,00	0,00
620400	RIMUNERATIONS APE	50.337,25	50.840,62	51.349,03	51.862,52
620600	CHARGES SODEXO	2.550,00	2.575,50	2.601,26	2.627,27
621000	COTONSS PATRONALE	27.633,84	27.910,18	28.189,28	28.471,17
621400	ONSS PATRONALE - AUTRES	0,00	0,00	0,00	0,00
623200	ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL	759,90	767,50	775,17	782,93
623210	SERVICE MEDICAL	212,16	214,28	216,42	218,59
623220	ABONNEMENT SOCIAL	400,68	404,69	408,73	412,82
625000	PROVISION PLUCUL DE VACANCES	13.184,37	13.316,21	13.449,38	13.583,87
625100	RLPRISE PROVPEC VACANCES	-13.053,84	-13.184,37	-13.316,22	-13.449,38
D. Amort et réductions de valeur sur frais d'établissements, sur Immo corp.		253,34	253,34	253,53	253,53
630200	DOT AMORT IMMO CORPORELLES	253,34	253,34	253,53	253,53
E. Réduction de valeur sur stocks, commandes en cours et sur créances		0,00	0,00	0,00	0,00
634000	DOT RED VALU CREANCES COMM L'AN AU-	0,00	0,00	0,00	0,00
F. Provisions pour risques et charges		0,00	0,00	0,00	0,00
G. Autres charges d'exploitation		4.646,83	4.692,80	4.739,23	4.786,12
640100	TAXE PATRIMONIE	50,00	50,00	50,00	50,00
640120	PRIE COMPTE MOBILIER	4.596,83	4.642,80	4.689,23	4.736,12
640160	INT & MAJ ONSS	0,00	0,00	0,00	0,00
641000	-VALUES RELAL COURANTH IMMO CORP	0,00	0,00	0,00	0,00
642000	-VALUES RELAL CRELANCES COMM	0,00	0,00	0,00	0,00
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration		0,00	0,00	0,00	0,00
I. Charges d'exploitation non-récurrentes		0,00	0,00	0,00	0,00
III. Résultat d'exploitation		4.390,99	-6.063,92	-5.011,99	-4.576,96
Bénéfice d'exploitation		4.390,99	0,00	0,00	0,00
Perte d'exploitation		0,00	-6.063,92	-5.011,99	-4.576,96
IV. Produits financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
A. Produits financiers récurrents		0,00	0,00	0,00	0,00
1. Produits des immobilisations financières		0,00	0,00	0,00	0,00
750000	PRODUITS DES IMMO FINANCIERES	0,00	0,00	0,00	0,00
2. Produits des actifs circulants		0,00	0,00	0,00	0,00
3. Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
754100	DIFFERENCE DE PAIEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00
754110	REGU JOURN ET CLIENTS EN ANT	0,00	0,00	0,00	0,00
754150	REGULARISATIONS DIVERSES	0,00	0,00	0,00	0,00
B. Produits financiers non-récurrents		0,00	0,00	0,00	0,00
V. Charges financières		139,60	146,00	147,41	148,83
A. Charges financières récurrentes		139,60	146,00	147,41	148,83
1. Charges des dettes		0,00	0,00	0,00	0,00
650010	INT RETARD PR MOBILIER	0,00	0,00	0,00	0,00
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub II		0,00	0,00	0,00	0,00
3. Autres charges financières		139,60	146,00	147,41	148,83
654100	DIFFERENCE DE PAIEMENT	0,00	5,00	5,00	5,00
659000	FRAIS BANCAIRES	139,60	141,00	142,41	143,83

B. Charges financières non-récurrentes						
6610000	PROT RIBUYA N. S. ET RELIANCE S. CO. V					
	VI. Résultat de l'exercice avant impôts	4.251,39	-6.209,92	0,00	0,00	0,00
	Montre e de l'exercice avant impôts	4.251,39	0,00	0,00	0,00	0,00
	Perte de l'exercice avant impôts	0,00	-6.209,92	-5.159,39	-4.725,79	0,00
	VII. Prévisions sur les impôts différés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	VIII. Transfert aux impôts différés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	IX. Impôts sur le résultat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A. Impôts	PRECOMPLE MOB. S. INDIRES.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	670000	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	B. Régularisations d'impôts et reprise de prov. Inc.	4.251,39	-6.209,92	-5.159,39	-4.725,79	0,00
	Bénéfice de l'exercice	4.251,39	0,00	0,00	0,00	0,00
	Perte de l'exercice avant impôts	0,00	-6.209,92	-5.159,39	-4.725,79	0,00
	XI. Prélèvements sur les réserves immunisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	XII. Transfert aux réserves immunisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	XIII. Révohlar de l'exercice à affecter	4.251,39	-6.209,92	-5.159,39	-4.725,79	0,00
	Montre e de l'exercice à affecter	4.251,39	0,00	0,00	0,00	0,00
	Perte de l'exercice à affecter	0,00	-6.209,92	-5.159,39	-4.725,79	0,00